SciencesPo
CEVIPOF

L'ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE : COMPRENDRE 2017

LA NOTE / #30 / vague 7

Février 2017

LA FRANCE POPULISTE ?

Le développement du populisme constitue aujourd'hui une réalité politique dans nombre de démocraties occidentales. Le populisme s'y matérialise sous des formes diverses, à droite mais aussi à gauche de l'échiquier politique, dans une variété de contextes. Au-delà des acteurs partisans eux-mêmes, le populisme s'identifie également chez les citoyens. Il se définit comme un système cohérent d'attitudes et de représentations, dont on peut mesurer la présence et la distribution au sein des électorats. En lien avec des recherches conduites dans plusieurs pays européens et aux Etats-Unis, nous proposons une mesure empirique du populisme chez les électeurs français.

Méthodologie : Ces premiers résultats reposent sur la vague 7 de l'Enquête électorale française réalisée du 14 au 19 octobre 2016 auprès de 17 047 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Gilles Ivaldi
Agnes Akkerman
Andrej Zaslove

L'essor électoral des partis populistes représente sans nul doute un des faits politiques les plus marquants de ces deux dernières décennies. De nombreux mouvements de ce type occupent une position centrale au sein des démocraties occidentales contemporaines, en France, dans l'ensemble de l'Europe et au-delà sur le continent américain (Kriesi 2014, De la Torre 2015).

En Europe occidentale, le populisme se matérialise principalement dans des formations de droite radicale tels que le Front national de Marine Le Pen en France, le Parti de la liberté de Geert Wilders aux Pays-Bas ou le FPÖ autrichien (Van Kessel 2015). Ce populisme de droite radicale se définit avant tout comme un nationalisme exclusif, politisant de nouveaux enjeux culturels liés à l'immigration ou à l'Islam, et principale force de contestation du processus d'intégration européenne (Ivaldi 2014)[1]. En juin 2016, le Brexit a imposé ces enjeux, attestant de la force mobilisatrice du national-populisme néoconservateur de l'UKIP et d'une partie des *Tories* au Royaume-Uni. Aux États-Unis, la victoire de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2016 a consacré le succès à droite d'un populisme libéral, protectionniste et isolationniste (*America First*) mâtiné de rhétorique sociale, de xénophobie, de misogynie et de théories du complot (Inglehart & Norris 2016, Oliver & Rahn 2016).

[1] Pour un panorama complet, voir IVALDI (Gilles), l'Europe face aux droites radicales populistes : positions partisanes et demandes électorales (2015) (https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01159304).

On trouve également trace du populisme à gauche de l'échiquier politique, dans de nouvelles formations de gauche radicale comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne. Ce populisme de gauche antilibérale a déjà une longue histoire en Amérique latine sur fond de récession économique et de corruption politique (Doyle 2011, Hawkins 2010). Sur le vieux continent, le succès rencontré par ces partis s'appuie sur une critique de l'austérité et des politiques néolibérales imposées par les institutions financières ou l'Union européenne. Des études récentes montrent que nombre de mouvements post-communistes en Europe se sont, à des degrés divers, approprié le registre populiste et se sont progressivement éloignés du socialisme traditionnel de classe (March 2011, Rooduijn & Akkerman 2015). Ce glissement est visible en France dans la stratégie poursuivie par Jean-Luc Mélenchon et sa France insoumise, dont beaucoup d'observateurs notent qu'elle épouse les contours de cette nouvelle forme de populisme de gauche radicale paneuropéenne.

Dans le champ scientifique, une importante littérature a été consacrée à la définition du populisme, à ses stratégies de mobilisation et aux facteurs de son succès. Beaucoup des travaux existants se sont concentrés sur l'examen de « l'offre » politique populiste, c'est-à-dire les partis, leur discours et leur programmes (Canovan 1999, Stanley 2008, Mudde & Kaltwasser 2012, Moffitt & Tormey 2014). Ces travaux s'attachent pour la plupart à identifier les partis populistes et à les localiser dans l'espace politique. Le phénomène populiste demeure, nous allons le voir, profondément hétérogène et se manifeste dans une pluralité d'acteurs (Ivaldi & Zaslove 2015).

À cette réflexion théorique sont venus plus récemment s'ajouter des efforts afin d'appréhender le populisme au sein des opinions publiques, chez les électeurs eux-mêmes. Cette mesure empirique du populisme marque un pas essentiel vers une meilleure compréhension de la nature profonde du phénomène, de ses ressorts idéologiques et, au-delà, des éléments structurels qui pourraient permettre aujourd'hui de délimiter les contours d'un vote populiste au-delà des frontières traditionnelles de la gauche et de la droite.

Définir le populisme

Quels sont les éléments constitutifs du populisme et peut-on en isoler des marqueurs typiques ? Le populisme est sans nul doute un des concepts les plus discutés dans le champ scientifique, sans oublier naturellement les multiples usages polémiques de la notion dans le débat public. Depuis une quinzaine d'années cependant, un relatif consensus académique s'est établi autour du cadre théorique proposé par le politologue néerlandais Cas Mudde. Ce dernier a posé les bases d'une définition du populisme autour de deux idées-forces (Mudde 2004).

Peuple contre élite

La première idée est que le populisme repose une construction spécifique de l'espace politique qui le différencie notamment de la simple démagogie électoraliste ou d'une critique ponctuelle du système. Le populisme se définit avant tout comme un appel au peuple. Il oppose systématiquement le « peuple » aux « élites », en des termes manichéens (le bien contre le mal). Dans l'imaginaire populiste, chacune de ces deux entités - le peuple et l'élite - est pensée comme un tout homogène. Le peuple est décrit comme corps unique, pur, doué de volonté mais dépossédé de sa souveraineté par une élite politique oligarchique et distante. Cette caste tournée vers elle-même serait ainsi coupée des aspirations véritables du peuple, incompétente ou aveugle, cynique ou corrompue.

À l'inverse, les tribuns populistes s'arrogent immanquablement le monopole de la représentation du peuple « authentique », se faisant porte-parole des « oubliés » ou de la « majorité silencieuse » contre les dérives présumées du « système » ou de *l'« establishment »*. Cette affirmation du primat absolu de la volonté populaire est une autre composante essentielle du populisme.

Le populisme pluriel

La seconde idée centrale développée dans la littérature comparative est celle du populisme comme une idéologie fine, c'est-à-dire relativement peu substantielle car ne proposant pas une vision totalisante du monde, à la différence par exemple d'idéologies telles que le marxisme ou le libéralisme. Au contraire, parce qu'il constitue essentiellement une représentation du champ politique, le populisme peut s'adosser à une pluralité d'idéologies plus épaisses. Cette malléabilité explique la diversité du phénomène, entre le national-populisme d'une Marine Le Pen en France, le social-populisme d'un parti comme Podemos en Espagne et des formes plus idiosyncratiques telles que le populisme post-moderne du M5S de Beppe Grillo en Italie, qui se laisse plus difficilement placer sur l'axe politique traditionnel.

En dépit de leur hétérogénéité, toutes ces manifestations du populisme ont en commun cependant de répondre aux principaux critères que nous venons d'énoncer s'agissant de l'opposition manichéenne entre le peuple et les élites, de la dévalorisation de *l'establishment* et de l'affirmation du primat d'une volonté populaire unique, contre l'idée même de pluralisme.

Mesurer le populisme

Retrouve-t-on chez les électeurs cette même vision populiste du champ politique ? Cette question recoupe naturellement celle de la définition du populisme telle qu'elle vient d'être exposée. Peut-on identifier au sein de l'électorat français les trois composantes fondamentales du populisme, à savoir d'une part la construction d'un peuple et d'une élite homogènes et indifférenciés, en second lieu, l'idée d'un antagonisme fondamental entre le peuple et les élites et d'un déficit de représentation de ces dernières, et enfin le désir d'expression d'une volonté populaire indépendante des formes traditionnelles de représentation ? Si une telle structure stable d'attitudes populistes existe, alors il devient possible d'en mesurer la distribution à travers les groupes sociaux et sur l'axe politique.

Ces questions sont au cœur d'un ensemble de travaux empiriques conduits récemment dans différents pays occidentaux, en particulier aux Pays-Bas (Akkerman et al. 2014), en Belgique (Elchardus & Spruyt 2016) et aux États-Unis (Hawkins et al. 2012). Ces études attestent de l'existence d'attitudes populistes structurées dans la population, distribuées dans certains groupes sociaux en particulier et diffuses sur l'ensemble du spectre politique, à gauche comme à droite[2].

Notre étude du populisme en France s'appuie sur cet ensemble de travaux et reprend les indicateurs définis par Akkerman et al. (2014). Dans le cadre de la vague 7 de l'Enquête électorale française de 2017 conduite par le CEVIPOF, nous avons proposé aux répondants six items de mesure des attitudes populistes (Cf. tableau 1 ci-dessous). Les items POP1 et POP2 reflètent la conception populiste de la représentation démocratique émanant de la seule souveraineté populaire. Les items POP3 et POP4 expriment pour leur part l'idée d'une division entre le peuple et les élites. Enfin, les items POP5 et POP6 évoquent l'aspect normatif du populisme, en particulier son jugement manichéen sur les élites politiques, qui touche plus généralement aux sentiments anti-establishment dont on sait qu'ils constituent une dimension importante – mais néanmoins non suffisante – du populisme.

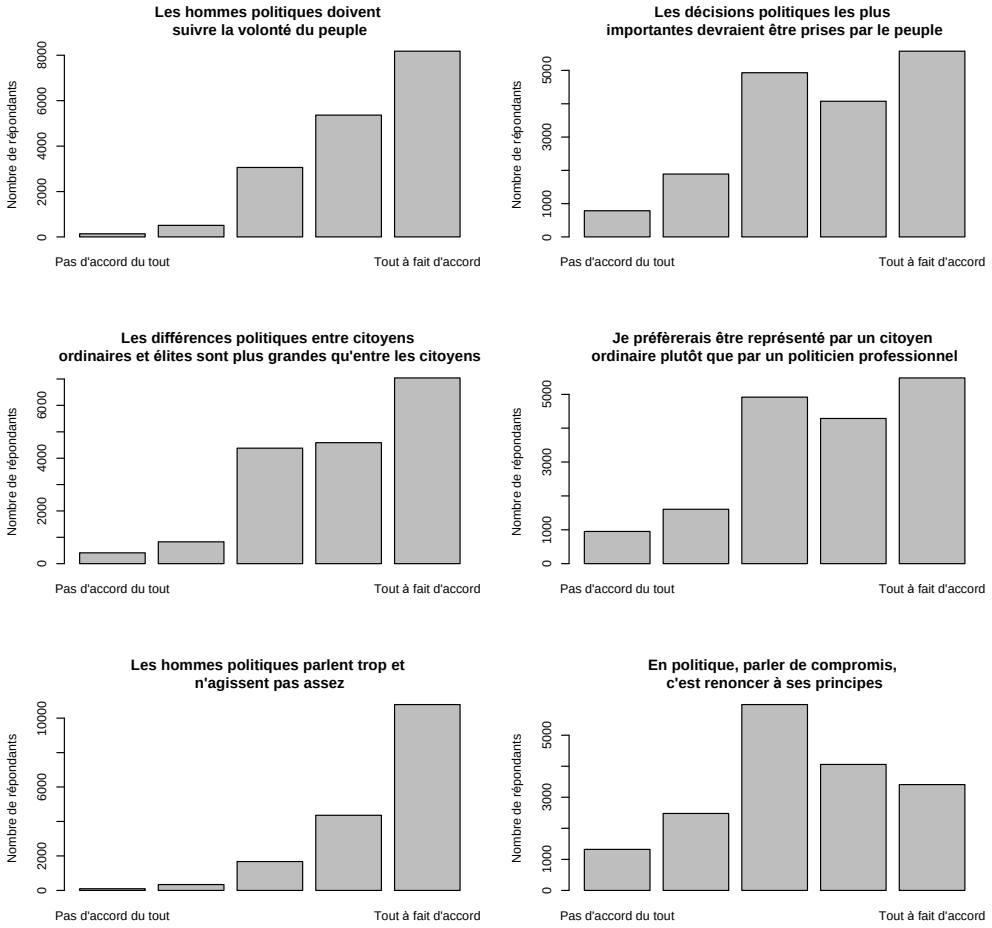
[2] Notons que des recherches similaires sont en cours en Espagne, au Chili et au Panama, dont les résultats préliminaires semblent corroborer les observations faites sur les premiers terrains. Ces travaux s'inscrivent plus largement dans le cadre du projet *Team Populism* (https://populism.byu.edu/Pages/Home.aspx).

Tableau 1. Items « populisme »
Source : Akkerman et al. (2014)
Données : Enquête électorale française 2017, vague 7 (octobre 2016)

POP1	Les hommes politiques à l'Assemblée nationale doivent suivre la volonté du peuple
POP2	Les décisions politiques les plus importantes devraient être prises par le peuple et non par les hommes politiques
POP3	Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens
POP4	Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel
POP5	Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez
POP6	En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes

Pour chacun des items « populisme », les réponses ont été mesurées sur une échelle ordinale allant de 1 (pas du tout d'accord) à 5 (tout à fait d'accord). La figure 1 ci-dessous montre la distribution des réponses aux six items inclus dans le du module « populisme ».

Figure 1. Distribution des réponses, items individuels « populisme »
Source : Enquête électorale française 2017, vague 7 (octobre 2016)



La France populiste ?

Les résultats des items individuels témoignent de la force des représentations populistes du champ politique en France à quelques mois de l'élection présidentielle de 2017. On constate un fort degré d'adhésion aux principes fondamentaux du populisme. La défense de la souveraineté et l'affirmation de la primauté de la volonté populaire regroupent sans surprise une très large majorité des répondants : 80% d'entre eux attendent des hommes politiques qu'ils suivent la volonté du peuple et 58% sont d'accord avec l'idée de confier les décisions les plus importantes au peuple et non aux politiciens.

La césure entre peuple et élites est également perçue comme une réalité par la plupart des répondants : 68% d'entre eux jugent les différences plus grandes entre les citoyens ordinaires et les élites qu'entre les citoyens eux-mêmes ; 58% disent même préférer être représentés par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel.

Enfin, on mesure une nouvelle fois l'ampleur du sentiment anti-élites en France : pas moins de 89% des enquêtés estiment que les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez. Dans cette même vague de l'Enquête électorale, 89% estiment également que « les responsables politiques en général se préoccupent peu ou pas du tout de ce que pensent les gens comme eux ». Ces résultats correspondent également aux niveaux particulièrement élevés de défiance à l'encontre du personnel politique tels qu'ils sont régulièrement mesurés par le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF depuis le mois de décembre 2009[3]. Les représentations normatives négatives de l'action politique réunissent une part non négligeable de la population : près de la moitié (45%) des répondants approuvent l'idée selon laquelle le compromis en politique constitue d'abord un renoncement à ses principes.

Nos données attestent, on le voit, de l'existence, en France, d'un pool important d'électeurs susceptibles d'adhérer au discours des partis populistes. Les niveaux observés dans le cas français sont comparables à ceux qui ont pu être relevés à partir de cette même série de questions dans d'autres pays européens. L'étude récente par Anduiza & Rico (2016), qui porte sur neuf pays européens, livre des résultats similaires et place la France aux côtés des pays d'Europe méridionale tels que l'Italie, l'Espagne ou la Grèce, où le populisme est le plus développé (p.10).

Pris individuellement, cependant, chacun de ces items ne constitue qu'une facette du populisme. C'est bien la présence simultanée de toutes ces composantes qui définit et spécifie le populisme. Il s'agit avant tout, nous l'avons souligné, d'isoler une structure d'attitude plus profonde à partir de ces divers éléments. Le tableau 2 ci-après montre des corrélations positives significatives entre tous les items de populisme. Cela témoigne de la cohérence des opinions exprimées individuellement et permet de valider l'hypothèse selon laquelle ces items renvoient tous à une même et unique dimension latente de populisme[4].

Tableau 2. Matrice des corrélations* inter-items
Source : Enquête électorale française 2017, vague 7 (octobre 2016)

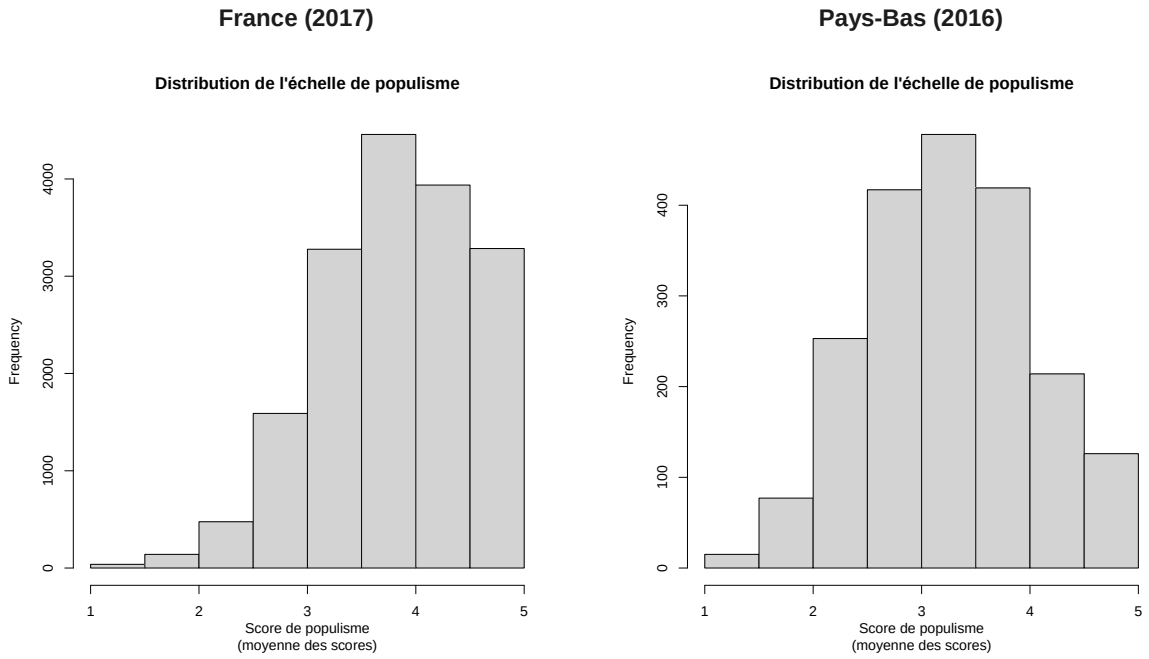
	POP2	**POP3**	**POP4**	**POP5**	**POP6**
POP1	0,54	0,35	0,41	0,40	0,27
POP2		0,33	0,50	0,30	0,29
POP3			0,37	0,36	0,25
POP4				0,39	0,26
POP5					0,28

*Coefficients de corrélation de Spearman

[3] Cf. http://www.cevipof.com/fr/le-barometre-de-la-confiance-politique-du-cevipof/.
[4] On remarquera cependant les plus faibles corrélations pour l'item POP6 concernant le compromis en politique, qui permet de souligner ici le rôle important joué par le contexte politique, entre une démocratie essentiellement majoritaire en France et des systèmes politiques proportionnels tels que les Pays-Bas où la recherche de consensus fait partie intégrante de la vie politique.

À partir de nos six items, il est donc possible de construire un score unique de populisme. Pour chaque répondant de l'enquête, nous calculons simplement la moyenne de ses réponses[5]. La distribution des répondants sur l'indice ainsi obtenu est présentée dans la Figure 2 ci-dessous. Le score moyen de populisme sur l'ensemble de l'échantillon s'établit à 3,9 sur une échelle variant de 1 à 5, ce qui reflète naturellement les niveaux élevés mesurés plus haut sur les items individuels. À titre de comparaison, la moyenne de l'échelle était de 3,3 aux Pays-Bas en 2016.

Figure 2. Distribution des scores sur l'échelle « populisme » en France et aux Pays-Bas
Source : Enquête ENEF 2017 (vague 7) et Akkerman et al. (2016)



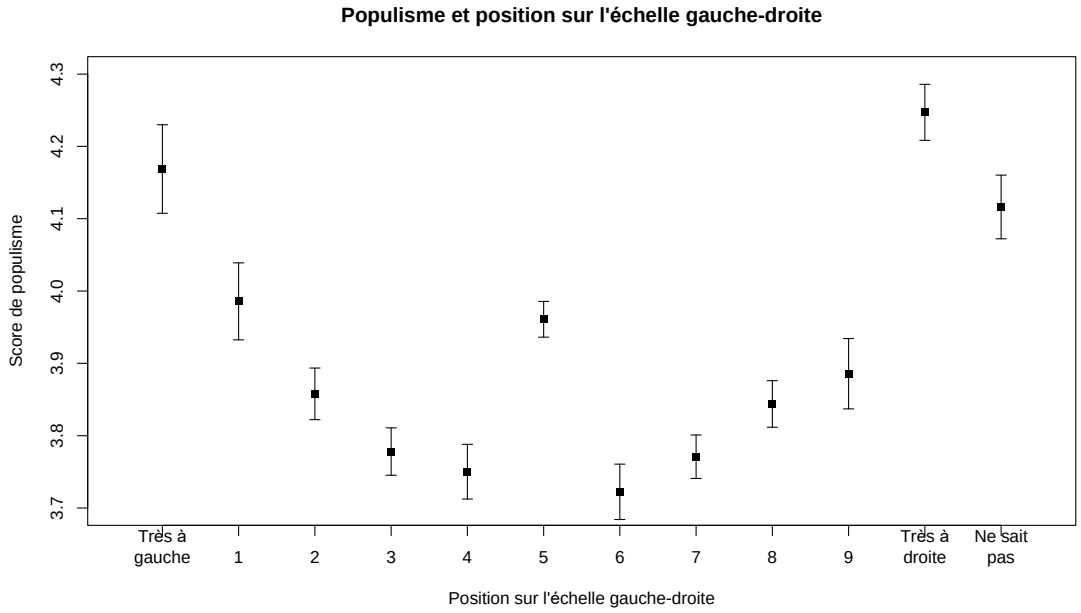
Populisme gauche et droite

Parce qu'il constitue un phénomène pluriel, le populisme peut se matérialiser à droite comme à gauche du spectre politique et prendre des formes diverses. L'Enquête électorale française 2017 permet d'observer la diffusion des attitudes populistes sur l'axe traditionnel gauche-droite. La Figure 3 illustre cette distribution et fait apparaître des différences significatives dans la propension des électeurs à adhérer à une vision populiste du champ politique.

La forme générale en U de cette distribution témoigne de l'intensité plus forte du populisme aux deux extrêmes de l'échelle politique. Ces résultats confirment les études menées sur les partis. Rooduijn & Akkerman (2015) suggèrent notamment que le populisme se distribue aux deux extrêmes de l'axe politique, à gauche comme à droite. Leur analyse de plus de trente partis dans cinq pays européens (dont la France) sur la période 1989-2008 montre que le populisme est d'abord un phénomène des marges politiques et qu'il est intrinsèquement lié à la radicalité du projet politique des acteurs partisans. Le populisme distingue clairement les partis *mainstream* des partis radicaux et, au sein de ces derniers, la droite radicale présente en général un niveau plus élevé de populisme.

[5] L'homogénéité des réponses est vérifiée par un indicateur classique, le coefficient Alpha de Cronbach, qui vaut ici 0.75, soit une valeur suffisamment élevée pour valider l'unidimensionnalité de l'échelle construite.

Figure 3. Score de populisme* et position sur l'échelle gauche-droite
Source : Enquête électorale française 2017, vague 7 (octobre 2016)



*Moyennes du score de populisme observées pour chaque groupe. Les barres verticales représentent les intervalles de confiance (IC) à 95 % autour des moyennes.

Chez les électeurs français de 2017, le score moyen de populisme augmente de manière significative à mesure que l'on se déplace vers les extrémités de l'axe politique, à gauche comme à droite (Cf. Figure 3 plus haut). Le populisme culmine notamment chez les électeurs qui se situent « très à gauche » ou « très à droite », à des niveaux similaires. À l'inverse, le populisme apparaît beaucoup modéré au centre de l'axe, à l'exception notable de la position médiane (position 5) où il est plus marqué. Cette singularité peut s'expliquer en partie par l'effet du placement des individus sur cette position centrale de l'échelle : pour certains électeurs, il ne s'agit pas nécessairement d'un positionnement centriste au sens idéologique, mais plutôt d'une expression d'un « ni gauche, ni droite » à distance de la politique traditionnelle[6]. Pour les mêmes raisons, on note un niveau sensiblement plus élevé de populisme chez ceux des répondants qui déclarent ne pas savoir où se situer sur l'échelle gauche-droite.

Populisme et préférence partisane

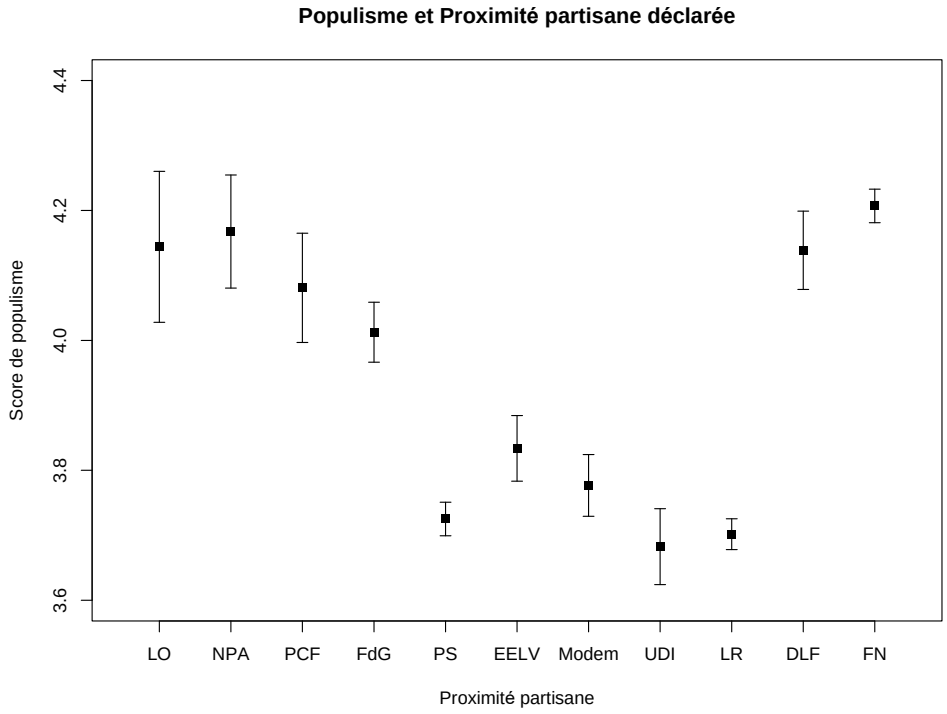
Reste, enfin, la question fondamentale du lien entre l'offre et la demande populiste. Il existe encore peu de travaux qui examinent en détail les relations entre populisme et choix électoral. De telles relations s'avèrent complexes. S'agissant des Pays-Bas, Akkerman et al. (2014) montrent que les électeurs populistes ont une plus grande propension à se tourner vers des partis du même type, en particulier la gauche radicale incarnée par le Parti socialiste (*Socialistische Partij*, SP) et la droite radicale du Parti de la liberté (*Partij voor de Vrijheid*, PVV) de Geert Wilders.

Nous ne disposons malheureusement pas ici d'intentions de vote pour 2017, mais le lien entre populisme et choix partisan peut-être appréhendé au travers de la question de la proximité partisane. Remarquons qu'il s'agit là d'une mesure tronquée puisqu'elle ne concerne que les répondants déclarant une telle proximité, soit deux tiers environ (65%) de l'échantillon total. Par ailleurs, le niveau moyen de populisme est significativement plus élevé chez ceux qui ne se déclarent proches d'aucun parti[7].

[6] Notons à ce titre que seule une faible minorité (22%) de répondants situés au centre de l'échelle se dit proche d'un parti politique contre plus des trois quarts aux deux extrémités de l'axe.
[7] Valeur de *t* égale à -6.9, *p* <0,01.

Parmi les répondants déclarant une proximité partisane, le degré de populisme varie fortement et cette variation recoupe très largement un clivage opposant les supporters des partis les plus radicaux à ceux des partis traditionnels (Cf. Figure 4 ci-dessous). Le populisme est sensiblement plus marqué chez les sympathisants des partis d'extrême-gauche (LO et NPA) et de gauche radicale (PCF et Front de gauche), ainsi qu'au Front national et chez les supporters de Nicolas Dupont-Aignan. Les scores moyens de populisme sont plus faibles en revanche chez les sympathisants des partis traditionnels de gouvernement : PS et EELV à gauche, UDI, Modem et LR au centre droit et à droite de l'échiquier politique.

Figure 4. Score de populisme* et préférence partisane
Source : Enquête électorale française 2017, vague 7 (octobre 2016)



*Moyennes du score de populisme observée pour chaque groupe. Les barres verticales représentent les intervalles de confiance (IC) à 95 % autour des moyennes.
Base = personnes ayant déclaré une préférence partisane particulière (N=16 276, soit 65% de l'échantillon total), à l'exclusion de partis de faibles effectifs (ex. Nouvelle Donne, PRG, Autres écologistes, etc.).

Au prisme de leurs sympathisants, les partis français se distinguent, on le voit, par des profils de populisme différenciés. Le FN continue d'occuper l'espace du populisme de droite radicale. Ses supporters affichent le score moyen le plus élevé de populisme sur l'ensemble de l'échantillon et on constate par ailleurs une forte consistance d'attitude au sein de ce socle lepéniste. À l'extrême gauche de l'axe politique, le rapport au populisme apparaît plus variable, traduisant sans doute la plus grande hétérogénéité des électorats de Lutte ouvrière, du NPA et, plus au centre de l'axe politique, du PCF.

Le niveau élevé de populisme chez les supporters du Front de gauche témoigne du repositionnement radical de Jean-Luc Mélenchon et de son mouvement de la France insoumise, dont on constate qu'il tente d'émuler aujourd'hui le social-populisme qu'incarne par exemple Podemos en Espagne. Il sera à cet égard particulièrement intéressant d'approfondir l'examen de la distribution populiste du vote au premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

Bibliographie et références documentaires

AKKERMAN (Agnes), MUDDE (Cas) and ZASLOVE (Andrej) (2014), 'How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters', Comparative Political Studies, 47(9), 1324-1353.

CANOVAN (M.) (1999). Trust the people! Populism and the two faces of democracy. Political studies, 47(1), 2-16.

DE LA TORRE (Carlos) (2015), The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives (Lexington: The University Press of Kentucky).

DOYLE (David) (2011), 'The Legitimacy of Political Institutions. Explaining Contemporary Populism in Latin America', Comparative Political Studies, 44(1), 1447-1473.

ELCHARDUS (Mark) and SPRUYT (Bram) (2016), 'Populism, Persistent Republicanism and Declinism: An Empirical Analysis of Populism as a Thin Ideology', Government and Opposition, 51(1), 111–133.

HAWKINS (Kirk A.) (2010), Venezuela's Chavismo and Populism in Comparative Perspective (Cambridge: Cambridge University Press).

HAWKINS (Kirk A.), RIDING (Scott) and MUDDE (Cas) (2012), 'Measuring Populist Attitudes, Political Concepts Committee on Concepts and Methods Working Paper 55.

INGLEHART (Ronald F.) and NORRIS (Pippa) (2016), 'Trump, Brexit, and the Rise of Populism: Economic Have-Nots and Cultural Backlash', Faculty Research Working Paper Series, Harvard Kennedy School of Government, August, RWP16-026.

IVALDI (Gilles) (2014). Euroscepticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens, L'Europe en formation, CIFE, n°373, pp.7-28.

IVALDI (Gilles) et ZASLOVE (Andrej) (2015), 'L'Europe des populismes : confluences et diversité', Revue Européenne des Sciences Sociales, 53(1/2), 121-155.

KRIESI (H.) (2014), The Populist Challenge, West European Politics 37(2): 361-78.

MARCH (Luke) (2011), Radical Left Parties in Europe (New York: Routledge, 2011).

MOFFITT (B.) & TORMEY (S.) (2014), Rethinking Populism: Politics, Mediatisation and Political Style. Political Studies, 62(2), 381-397.

MUDDE (Cas) (2004), The populist zeitgeist. Government and opposition, 39(4), 542-563.

MUDDE (Cas) and ROVIRA KALTWASSER (Cristobal) (2012), Populism in Europe and the Americas: Threat or Corrective for Democracy? (Cambridge: Cambridge University Press).

OLIVER J. (Eric) and RAHN (Wendy M.) (2016), 'Rise of the Trumpenvolk Populism in the 2016 Election', The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science, 667(1), 189-206.

ROODUIJN (Matthijs) and AKKERMAN (Tjitske) (2015), 'Flank attacks Populism and left-right radicalism in Western Europe', Party Politics, First published July 23, 2015, http://dx.doi.org/10.1177%2F1354068815596514.

STANLEY (Ben) (2008), The thin ideology of populism, Journal of Political Ideologies, 13(1): 95-110.

VAN KESSEL (Stijn) (2015), Populist parties in Europe: agents of discontent? Palgrave Macmillan UK.

WEYLAND (Kurt) (2001), Clarifying a contested concept: Populism in the study of Latin American politics. Comparative politics, 1-22.

Les auteurs
Gilles Ivaldi
Chargé de recherche CNRS
URMIS Université de Nice
Sophia-Antipolis, France
gilles.ivaldi@unice.fr

Agnes Akkerman
Professeur de sciences sociales
du travail
Free University, Amsterdam, Pays-Bas
agnes.akkerman@vu.nl

Andrej Zaslove
Professeur de science politique
Radboud University, Pays-Bas
a.zaslove@fm.ru.nl

Édition
Madani Cheurfa / Odile Gaultier-Voituriez

Réalisation
Marilyn Augé

Pour citer ce document :

IVALDI (Gilles), AKKERMAN (Agnes) et ZASLOVE (Andrej) « La France populiste ?», *Note ENEF 30*, *Sciences Po CEVIPOF,* mars 2017, p.10.
URL : https://www.enef.fr/les-notes/
DOI-ISSN-e

© CEVIPOF, 2017 Gilles Ivaldi & al.

L'Enquête électorale française

Le Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) est le laboratoire de référence pour l'étude des attitudes politiques et l'analyse du comportement électoral. De novembre 2015 à juin 2017, le CEVIPOF déploie un dispositif inédit de recherche et notamment l'Enquête électorale française dans la perspective de l'élection présidentielle de 2017.
En partenariat avec IPSOS et *Le Monde*, un panel de 25 000 Français, un autre de 1 000 jeunes de 16 à 18 ans et un dernier de 2 500 personnes non inscrites sur les listes électorales, sont interrogés 16 fois durant vingt mois.
L'Enquête électorale française, à l'instar des recherches conduites précédemment aux États-Unis, au Canada ou au Royaume-Uni, répond à quatre grandes questions :
> Quels sont les facteurs individuels et contextuels susceptibles d'ancrer un choix électoral ?
> Les variables dites lourdes (socio-démographie, religion et patrimoine) suffisent-elles à expliquer les choix électoraux ? Qu'en est-il des ressorts psychologiques du vote (émotions et personnalité) ?
> Quelle est l'influence des changements personnels, familiaux, professionnels ou encore géographiques sur le vote ?
> Enfin, quelles sont les formes de mobilisation politique des primo-votants ?

CEVIPOF|2017|ELECTIONS

Pour ces recherches menées dans le cadre de l'Enquête électorale française, le CEVIPOF bénéficie du soutien du ministère de l'Intérieur.

www.enef.fr **cevipof.2017@sciencespo.fr** **www.cevipof.com**